



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE TUNISIE ET DE LIBYE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE TUNIS

N° 30 – Semaine du 2 au 6 août 2021

En bref

Tunisie :

- La Tunisie reste sans Premier ministre depuis près de deux semaines
- Les flux d'IDE entrants poursuivent leur baisse au 1^{er} semestre 2021
- Moody's redoute que l'absence d'une Cour constitutionnelle ne prolonge la crise politique en Tunisie
- La production de la Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG) a atteint 423 mille tonnes (Mt) en juillet, production mensuelle la plus élevée de 2021
- La Tunisie rembourse plus de 1 Md USD en deux semaines
- Nette hausse de l'inflation en juillet
- Le conseil d'administration de la banque centrale fait état d'une hausse de l'inflation, d'une baisse des réserves et appelle à la mise en place d'un plan de réformes économiques

Libye :

- Nouveau report du vote sur le budget
- Le ministre libyen de l'Économie a présenté le plan national de transformation numérique
- Les revenus du pétrole et du gaz ont atteint 9,5 Md USD au 1^{er} semestre

Tunisie

- **La Tunisie reste sans Premier ministre depuis près de deux semaines**

La Tunisie reste dans l'attente de l'annonce d'un nouveau premier ministre. En attendant, le Président a démis le ministre de l'Economie, des Finances et de l'Appui à l'Investissement Ali Kooli ainsi que le ministre des TIC Mohamed Fadhel Kraiem. Mme Sihem Boughdiri Nemsia, ancienne directrice des études et de la législation fiscale précédemment démise par Ali Kooli, a été désignée pour diriger le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Appui à l'investissement (MEFAI) et M. Nizar Ben Néji pour diriger le MTIC. Dans l'attente de la nomination d'un nouveau premier ministre et d'une nouvelle feuille de route, le Président a multiplié des annonces visant à répondre aux attentes immédiates de la population sur le plan sanitaire et économique. Sur le plan sanitaire, une nouvelle task force a été annoncée. Sur le plan économique le Président a demandé un effort des principaux acteurs économiques, à l'issue d'une série de rencontres (fédération des entreprises UTICA, Pharmacie Centrale, entreprise de gestion des eaux SONEDE, Fédération des banques...), pour favoriser la baisse des prix des biens de consommation courante, des médicaments, de l'eau et des taux d'intérêts. Il a également évoqué, pour lutter contre la corruption, sa volonté de permettre une forme d'amnistie en cas de malversations avérées en échange d'investissements à but social non lucratif (école, hôpitaux, etc.) à hauteur des sommes spoliées.

- **Les flux d'IDE entrants poursuivent leur baisse au 1^{er} semestre 2021**

Selon des données de l'Agence de promotion des investissements étrangers (FIPA), les flux d'investissements internationaux entrants en Tunisie (IDE et investissements de portefeuille) ont atteint 946 M TND (soit 287 M EUR) au premier semestre 2021, soit une baisse de 7,4% par rapport au 1^{er}

semestre 2021, et de 27,1% par rapport au 1^{er} semestre 2019, avant la crise. Les flux d'IDE, qui représentent 98,2% des flux d'investissements étrangers totaux, ont diminué de 5,5% en g.a. à 928 M TND (soit 281 M EUR), et de 25,8% par rapport au 1^{er} semestre 2019. Si les flux d'IDE ont baissé dans les secteurs de l'industrie (-1,6% à 567 M TND, soit 171,8 MEUR), et de l'agriculture (-70,8% à 2,1 M TND, soit 0,6 MEUR), ils ont augmenté dans les services (+54,9% à 93 M TND, soit 28,2 M EUR). Les flux d'investissements de portefeuille ont, eux, baissé de 55,5% en un an pour atteindre 17,4 M TND (5,3 M EUR).

- **Moody's redoute que l'absence d'une Cour constitutionnelle ne prolonge la crise politique en Tunisie**

Dans un rapport publié le 2 août, l'agence de notation estime que l'absence d'une telle instance juridictionnelle est susceptible de prolonger la crise politique et, partant, de freiner les négociations avec le Fonds monétaire international. Les discussions avec le FMI relatifs à un nouveau programme pluriannuel restaient inachevées avant le déclenchement de la crise, notamment sur les questions de la masse salariale de la fonction publique, du système de subventions et des entreprises publiques. Pour rappel, la Tunisie ne dispose plus de Cour constitutionnelle depuis 2014.

- **La production de la Compagnie des Phosphates de Gafsa a atteint 423 mille tonnes en juillet, production mensuelle la plus élevée de 2021**

Le directeur central de la production de la Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG) a annoncé que la production de phosphate commercial du mois de juillet était deux fois plus importante que la moyenne mensuelle du premier semestre 2021. Les chiffres de

l'année restent pour l'instant en deçà des objectifs de la compagnie qui table sur une production mensuelle moyenne de 450 Mt au cours du second semestre. Par ailleurs, la production de phosphate commercial a atteint 1 700 Mt au cours des sept premiers mois de l'année 2021, soit une diminution de 19% par rapport au sept premiers mois de l'année 2020. Pour rappel, si en 2010 le secteur des phosphates participait à hauteur de 3,3 % du PIB (soit 9 % des exportations tunisiennes), cette contribution au PIB est tombée au cours de l'année 2020 à 1,7 % (soit 3,3 % des exportations totales). De fait, la Tunisie est passée du 5ème au 12ème rang mondial en matière d'extraction de phosphate et ce, notamment, en raison de mouvements sociaux récurrents.

- **La Tunisie rembourse plus de 1 Md USD en deux semaines**

L'Etat Tunisien a remboursé le 4 août 2021 l'échéance d'un emprunt émis sur les marchés internationaux de 500 M USD (503,5 M USD avec les intérêts). Il avait été émis le 5 août 2016 et bénéficiait d'une garantie de l'Etat américain. Ce remboursement intervient après le remboursement similaire d'un emprunt international de 500 M USD sous garantie américaine le 24 juillet dernier.

- **Nette hausse de l'inflation en juillet**

Selon l'institut national statistique, les prix à la consommation ont progressé en juillet de 0,9% en un mois après +0,5% en juin, et de 6,4% en un an, après +5,7% en juin et +5% en mai. Cette hausse est notamment alimentée par la hausse des produits alimentaires (+0,5% en un mois après -0,7% en juin) notamment en lien avec les fêtes de l'Aïd Adha, du prix du tabac (+20,1% en un mois) et des produits et services de communication (+0,7% en un mois). Certains prix de produits alimentaires ont connu une hausse à deux chiffres en un an comme les volailles (+24,6%), les légumes frais (+22,9%), le poisson frais (+10%), l'huile d'olive (+18%) ou les œufs (+13,2%). L'inflation sous-jacente (hors produits alimentaire et

énergie) a progressé de 5,8% en un an en juillet après 5,4% en juin. Les prix encadrés ont progressé de 7,7% en juillet en un an contre 5,2% en juin.

- **Le conseil d'administration de la banque centrale fait état d'une hausse de l'inflation, d'une baisse des réserves et appelle à la mise en place d'un plan de réformes économiques**

Le dernier communiqué du Conseil d'Administration de la BCT du 3 août souligne la hausse récente de l'inflation. Il fait également état d'une résorption du déficit courant, passant de 3,9% du PIB au 1^{er} semestre 2020 à 3,4% du PIB au 1^{er} semestre 2021 grâce à la bonne tenue des transferts de la diaspora, en dépit de l'érosion de la balance des services, affectée par la chute des recettes du tourisme et de l'accroissement du déficit commercial. Malgré tout, la faiblesse des investissements étrangers conjuguée aux importants remboursements de la dette extérieure entraîne une baisse des réserves : les avoirs nets en devises, qui s'établissaient à 21,2 Md TND soit 140 jours d'importation fin juillet 2020, atteignaient 20,5 Md TND ou 129 jours d'importation fin juillet 2021 et 19,3 Md TND (6,9 Md USD) au 5 août 2021 soit 121 jours d'importations. Dans ce contexte le Conseil a décidé de maintenir inchangé le taux d'intérêt directeur. Au vu de l'évolution récente de la situation politique, le Conseil appelle à plus de coordination entre les parties prenantes pour mettre en place un plan de réformes économiques et a insisté sur l'importance de préserver la stabilité et le bon fonctionnement des institutions de l'Etat face aux défis imposés par la situation politique, économique, sociale et sanitaire actuelle. Le Conseil a mis aussi l'accent sur la nécessité de rétablir la confiance des institutions internationales et des bailleurs de fonds étrangers à l'égard de l'économie tunisienne.

Libye

• Nouveau report du vote sur le budget

Lundi, le Gouvernement d'Union Nationale (GUN) a demandé à la chambre des représentants (CdR) le report de l'examen d'un projet de loi sur le budget, avant de présenter le lendemain un nouveau projet augmenté à 111 Md LYD, dont 44 Md LYD pour les salaires, 19Md LYD pour les dépenses de fonctionnement, 20 pour les dépenses d'investissement, 23 Md LYD pour les subventions et 6 Md LYD de dépenses d'urgence. Aucune date de nouvel examen n'est précisée à ce jour sur un nouveau projet qui s'éloigne des revendications initiales de la CdR. Pour rappel, le GUN avait présenté un projet de loi de budget à la Chambre le 17 mars, qui l'avait renvoyé le 20 avril, estimant que le budget présenté était trop important compte tenu des prévisions de revenus de la Libye et du mandat du gouvernement, qui doit s'achever avec les élections nationales du 24 décembre 2021. La CdR avait donc proposé un budget d'environ 59 Md LYD (contre 96 Md LYD initialement proposé par le GUN) : 33,5 Md LYD pour les salaires (contre 33 Md LYD dans le budget proposé par le GUN), 20 Md LYD pour les subventions (contre 24 Md LYD), 15 Md LYD pour les dépenses d'investissements (contre 22 Md LYD), 9 Md LYD en dépenses de fonctionnement (contre 12 Md LYD) et 1 Md LYD pour les dépenses d'urgence (contre 5 Md LYD). Le 25 mai, la CdR avait approuvé le premier chapitre du budget, qui fixe les dépenses en salaires à 34,6 Md LYD, à condition qu'il comprenne plusieurs lois telles qu'une loi de 2018 sur l'augmentation des salaires des

enseignants et une loi sur l'ajustement des salaires de certaines agences publiques.

• Le ministre libyen de l'Economie a présenté le plan national de transformation numérique

Lors de la cérémonie d'ouverture de l'Expo E-commerce 2021, le ministre de l'Economie et du Commerce, Mohamed Hwej, a annoncé la mise en œuvre du plan national relatif à la transformation numérique. Ce plan est le fruit d'accords passés entre le gouvernement, le département de l'Etat Civil, l'Autorité Générale des Communications et de l'Information et d'entreprises, à l'instar du gestionnaire de l'application de paiement par téléphone mobile « Sadad d'Al-Madar ». Le ministre a aussi annoncé le lancement de la plate-forme électronique « Libya's Trade Network » qui devrait faciliter les transactions commerciales ; conformément aux normes internationales.

• Les revenus du pétrole et du gaz ont atteint 9,5 Md USD au 1^{er} semestre

Les revenus du pétrole et du gaz ont progressé de 165% en un an, passant de 3,6 Md USD au 1^{er} semestre 2020 à 9,5 Md USD au 1^{er} semestre 2021 selon la National Oil Corporation (NOC). Ils ont atteint 2,1 Md USD sur le seul mois de juin, en hausse de 53% par rapport au mois de mai et 47,5 fois plus qu'en juin 2020 quand ils atteignaient seulement 45,1 M USD.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique de Tunisie et de Libye

Rédacteurs : Sarra Ben Attia, Hugo Mahut, Chloé Stutzmann

Pour s'abonner : chloe.stutzmann@dgtresor.gouv.fr

Crédits photo : ©Chloé Stutzmann

Retrouvez les brèves sur notre site : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/TN>